

LA PENSEE DU JOUR

« Compter sur nous-mêmes, cela signifie également, poursuivre nos recherches minières et, bien entendu, pétrolières, exploiter entièrement nos potentialités en énergie hydraulique, transformer autant que possible dans nos propres usines avec un maximum de valeurs ajoutées les matières premières dont nous disposons, récupérer et utiliser les déchets végétaux dont nous sommes riches, arriver aussi loin que nous le pourrons à l'auto-satisfaction en matières protéinées animales. »

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

FRATERNITE MATIN

JEUDI 12
MAI
1985

21^e Année, N° 6167

125 F

Sénégal : 200 F
Gabon : 200 F
France : 5 F.F.

LA CÔTE D'IVOIRE AU QUOTIDIEN.

LE PRÉSIDENT AUX TRAVAILLEURS QUI
LUI PRÉSENTAIENT HIER LEURS DOLÉANCES:

**Attendons
la pétrole.**



En recevant hier une délégation de travailleurs venus lui apporter au palais présidentiel les doléances issues du meeting du 1^{er} Mai tenu à la Bourse du Travail, le Chef de l'Etat S.E.M. Félix Houphouet-Boigny a exprimé l'espoir qu'en 1985 ou 1986, nous aurons un nouveau souffle avec le pétrole de Jacqueville.

Il a rendu hommage aux paysans et aux travailleurs des secteurs public et privé « pour les efforts consentis en cette période de crise », avant de préciser que notre politique de développement repose sur deux pôles: « Le premier est la masse paysanne dont nous sommes tous issus...

Le deuxième est constitué par les travailleurs du secteur public et privé qui ont su consentir beaucoup de sacrifices ».

Le Chef de l'Etat et la délégation de l'UGTCI à l'issue de l'audience présidentielle qui s'est déroulée en présence des ministres Vanié Bi-Tra et Yaya Ouattara

LA FÊTE DU 1^{er} MAI

«Vos résolutions seront examinées avec bienveillance»

LE CHEF DE L'ÉTAT L'A DIT HIER EN S'ADRESSANT AUX TRAVAILLEURS

«C'est avec la plus grande compréhension, la plus grande bienveillance que nous allons étudier vos résolutions» a déclaré le Chef de l'Etat lors de sa rencontre avec les membres du Comité exécutif de l'U.G.T.C.I., hier, au Palais de la présidence.

Pendant plus d'une vingtaine de minutes, le Président Houphouet-Boigny a écouté attentivement le porte-parole des

travailleurs M. Adiko Niamkey qui, auparavant, lui avait remis le cahier de doléances.

Le Chef de l'Etat devait rendre un hommage appuyé aux paysans et aux travailleurs pour tous les efforts consentis en cette période de crise. Par ailleurs, après avoir fait le bilan de la situation économique et sociale du pays, il a redit sa foi en l'avenir lumineux de la Côte d'Ivoire.

«C'est avec satisfaction que nous accueillons les résolutions que vous venez de nous présenter.

Notre politique de développement repose sur deux pôles. Le premier pôle est la masse paysanne dont nous sommes tous issus.

Malgré la crise, la baisse du pouvoir d'achat, la masse paysanne a continué à produire davantage tant sur le plan de la quantité que de la qualité.

Nous allons bientôt tenir un congrès pour faire le bilan des vingt-cinq années d'Indépendance. À cette occasion, des précisions seront apportées au pays.

Beaucoup d'enfants du pays ne se rendent suffisamment pas compte de l'effort accompli par nos frères et sœurs paysans.

En ce qui concerne la production de cacao, elle se chiffrait à nos débuts à 80.000 tonnes. Aujourd'hui, elle est de 500.000 tonnes. De 60.000 tonnes de café — en dépit de la sécheresse exceptionnelle qui a fait chuter la production, nous remonterons cette année à 270.000 tonnes.

Nous sommes partis avec 60.000 tonnes de coton; cette année les estimations prévoient 200.000 tonnes. Tous, nous savons que ce pays n'a jamais connu la famine.

S'il est vrai que la qualité peut en souffrir — en raison de la faible quantité de protéines et de viandes — en Côte d'Ivoire, chacun mange au moins la nourriture de sa région deux fois par jour.

Quand nous évaluons tous ces efforts fournis par les paysans qui gardent le calme indispensable à notre développement: la paix, nous ne pouvons pas ne pas saisir toutes les occasions pour les éléctir (...).

Le deuxième pôle est constitué par vous, travailleurs du secteur public et privé. Vous avez vous aussi su consentir beaucoup de sacrifices.

Vous avez dit qu'en Côte d'Ivoire, on n'a pas diminué les salaires. Qu'on paie régulièrement les salaires des fonctionnaires. Pourquoi avons-nous pu faire cela malgré la crise?

C'est grâce à la solidité des deux pôles: les paysans d'un côté. De l'autre, les travailleurs du secteur public et privé, dont les

«Le premier travailleur de Côte d'Ivoire», le Président Félix Houphouet-Boigny a une fois de plus rendu hommage à la masse paysanne et aux travailleurs.



représentants ont toujours tenu, à nous responsables, un langage responsable.

Vous ne pouvez pas à cette occasion du 1^{er} mai ne pas demander ce que vous avez présenté aujourd'hui dans vos revendications.

C'est un minimum parce que vous avez tenu compte de nos réalités.

Elles sont tristes mais pas décevantes. Nous avons subi deux grandes calamités. Le début de la crise avec la chute brutale de nos matières premières. Nous sommes allés jusqu'à 1.500 milliards CFA de recettes produites par la banque du café et de cacao.

Le cacao coûtait 2.000 CFA le kilo et le café avait atteint 3.000 CFA.

A telle enseigne qu'on disait que le café menaçait le pétrole. Brutalement, ces deux denrées ont connu cette chute au point que nous nous sommes trouvés dès le lendemain de 1.500 milliards à 500 milliards.

Quand on parle maintenant de la hausse du prix du cacao et du café, ce n'est pas par rapport à ce que nous touchions avant la crise. C'est plutôt par rapport à ce que nous touchons depuis la crise. Le café était de 550 CFA. Alors que le cacao était descendu au-dessous de 500 francs. Ça remonte aujourd'hui à 1000 CFA le kilo pour le cacao, et 1.200 CFA

pour le café.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, hier nous avons emprunté pour développer le pays. Il vaut mieux de voir développer le pays que de rester stationnaire pendant que le monde évolue.

Nous avons emprunté à 200 F nous remboursions à 530 F. C'est redescendu à 476 F. Ce qui est loin aujourd'hui des 200 F qui nous ont été prêtés. Avec des intérêts non pas seulement sur les 200 F mais sur les 530 F.

On dit que notre pays s'est engagé dans la politique de rééchelonnement des dettes. Et on croit que c'est un grand service qu'on nous a rendu. Bien sûr, beaucoup

de pays n'ont pas eu cette chance (si on peut appeler cela «chance»). Nous devons par exemple 300.000 milliards. Avec la montée du dollar, on nous demande de rembourser 600.000 milliards. Nous n'avons pas contracté des dettes de 600.000 milliards mais nous sommes obligés de payer 600.000 milliards. Et qu'est-ce qu'on nous a accordé comme rééchelonnement? 200.000 milliards remboursables dans un délai de huit ans. Chaque année, nous perdons 400 milliards sur les 600.000 milliards qu'on nous réclame. Et nos recettes, dans la meilleure hypothèse, s'élèveront cette année à 800 milliards. Nous devrons consacrer 400 milliards à payer des dettes.

Quand une partie de 400 milliards va aux paysans sublimes d'abnégation - ils ne percevront que 260 milliards. Il ne nous restera que 150 milliards que nous accordent les industries pour faire face à nos besoins. Nous ne devons pas nous arrêter. Nous devons plutôt continuer (...)

Nous attirons votre attention sur ces grandes lignes que nous développerons au Congrès pour qu'on sache entre les travailleurs des villes, des champs et le gouvernement, qu'il n'y a qu'un seul problème: le problème du pouvoir et non du «vouloir»

Quelle joie pour nous de payer comme il convient le travail de nos paysans, de nos fonctionnaires du secteur privé. Nous avons toujours été au-devant de nos besoins. Le salaire que nous avons fixé qui dépasse de beaucoup le salaire des autres pays, ce n'est pas à la suite des revendications. C'est nous-mêmes, qui en tenant compte des besoins de la population, de l'amélioration du niveau de vie, de la qualité de vie, avons proposé les salaires des plus élevés que connaissent les pays africains.

C'est nous-mêmes qui avons attribué des bourses supérieures à nos enfants, décroché du statut général de la Fonction Publique le salaire de nos enseignants parce que nous avons considéré que la fonction d'enseignant n'était pas suffisamment prisee par nos enfants (...)

C'est nous-mêmes qui avons demandé à tous les travailleurs (et nous vous en remercions) d'aider nos chômeurs, en consentant 1% de leur salaire au bénéfice de leurs frères. Ne serait-ce que pour les maintenir dans les logements en attendant que le soleil de la reprise se lève sur tout le pays.

Nous allons donc examiner les revendications que vous avez présentées. Vous avez eu les mots qui doivent être employés entre nous: souhaiter et non pas exiger. Souhaiter est un mot très noble. Parce que le souhaitable passe toujours dans la vie par le possible (...)

Nous souhaitons quant à nous, qu'il y ait une amélioration et une augmentation du cours de nos produits, au cours de l'année.

Ce dont nous sommes sûrs c'est l'augmentation de la quantité de nos produits. Les paysans continuent de produire davantage. Malheureusement, le prix ne dépend pas de nous. Nous nous battons comme nous le pouvons. Nous continuerons de nous battre. Pourqu'on reconnaîsse, au moins, l'effort de nos paysans. Pour qu'ils obtiennent la juste rémunération de leurs productions. Dieu nous aidera certainement. Et ce sera avec joie, avec le sourire, que nous réexaminerons vos résolutions.

Vous pouvez compter sur notre bonne volonté. On est à la limite des possibilités que le pays met à notre disposition pour continuer avec vous la construction nationale. Cette bonne volonté ne nous manquera jamais. C'est avec la plus grande compréhension, la plus grande bienveillance que nous allons étudier vos résolutions.

Ce qui est possible sera fait. Ce qui n'est pas ne le sera pas mais seulement après une explication que nous donnerons à votre bureau. Voilà ce que nous attendions pour la correction de cette triste situation que nous vivons depuis la crise. Malheureusement, nous attendons un «souffle nouveau». Jusqu'ici, le peu que nous avons réalisé, nous en sommes fiers. Malgré la crise — qui nous a atteint de plein fouet — le peu que nous avons fait — nous ne cessons de le répéter — nous l'avons obtenu sans un kilo d'or, de cuivre, de fer, de bauxite, de manganèse...

Nous pensons qu'en 1985 ou 1986 au plus tard, nous aurons ce «souffle nouveau» avec le pétrole de Jacqueville. Nous sommes obligés d'attendre, Dieu sait pourquoi.

Nous attendons nos interlocuteurs depuis le 15 avril dernier. Peut-être seront-ils là aujourd'hui ou demain... Nous sommes impatients de savoir quand sortira ce pétrole des fonds de la mer de Jacqueville, pour répondre à certaines de vos préoccupations que nous partageons. Parce que ce sont les préoccupations de tous les foyers. Et vous ne pouvez pas nous exclure, car nous sommes tous des travailleurs dans ce pays».